

Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Le ministre M. Ibrahim Ikassa Maïga dans la région de Gao

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 15 NOVEMBRE 2022

1223

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Éducation dans le Sahel

L'UE accorde 6,5 Milliards de CFA au Mali



Affaire Joliba Tv News : Le plaidoyer de Yeah Samaké



Marche de la Transition : Attention aux « dérives » !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

14 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

259

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

02

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

5245 353 Vaccinations incomplètes

2 221 604 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 745

Guéris

31 923

Décès

742

dont 05 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.25



/ Une /

Éducation dans le Sahel : L'UE accorde 6,5 Milliards de CFA au Mali

P.5

/ Brèves /

Le Mali et sa survie sécuritaire : L'expertise de Sidi Alassane Touré nécessaire
 Secteur privé : Le ministre de l'Économie et des Finances reçoit en audience le nouveau Bureau du Patronat
 Sommet l'international des magistrats : Le Mali accueille l'événement de 2023
 Qatar : Dj Boub's coopté comme speaker par la FIFA
 Affaire du documentaire de la BFM TV : Malick Konaté sort de son silence
 Togo : Le port de Lomé classé 3ème port le plus compétitif d'Afrique
 BMS : DROIT DE REPONSE 15112022

P.10

P.10

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

/ Actualité /

Comité d'orientation extraordinaire du MEREK-SFD : Plusieurs questions passées en revue
 ASSEMA : La sécurité alimentaire par les semences certifiées
 Exploitation minière : L'or brille-t-il pour les maliens ?

P.16

P.17

P.18

/ Politique /

Mali Transition : Le Bon, La Brute et le Truand
 Affaire Joliba Tv News : Le plaidoyer de Yeah Samaké
 Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Le ministre M. Ibrahim Ikassa Maïga dans la région de Gao
 Marche de la Transition : Attention aux « dérives » !

P.20

P.24

P.25

P.26

/ Culture & société /

Projection du film "Taane" : La Cohabitation pacifique entre maliens en exergue

P.27

/ International /

Pour importer du poisson en 2021 : Le Cameroun a dépensé 134 milliards de FCFA
 Banque mondiale : Young Professionals, le Graal du développement international

P.28

P.29

/ Sport /

Mondial 2022 : Les Lions de la Terranga sont arrivés au Qatar

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Éducation dans le Sahel L'UE

accorde 6,5 Milliards de CFA au Mali

Dans sa politique de soutien à l'éducation, l'Union européenne va financer l'amélioration de l'enseignement dans les pays du sahel, dont le Mali. Selon l'information donnée par l'UE, une somme de 6, 5 milliards de FCFA sera mise à disposition de notre pays pour la mise en œuvre de ce projet.

Le projet « **Améliorer l'enseignement dans les pays du Sahel** » - avec une enveloppe globale de 6,5 Milliards de CFA entièrement financé par l'Union européenne et mis en œuvre par UNESCO MALI - a pour objectif d'améliorer les résultats d'apprentissage pour tous les élèves en âge d'aller à l'école, dans les pays du Sahel. Ledit projet se focalisera sur 2 aspects : la gestion des enseignants et l'amélioration de leurs connaissances et compétences.

Le droit à l'éducation, tout au long de la vie, est traduit dans l'ODD 4, Objectif auquel le Mali a souscrit pour renforcer son développement, sa stabilité et sa cohésion. Face au contexte d'instabilité sécuritaire et politique l'Éducation à un impact particulièrement important chez les plus jeunes, qui voient les fermetures d'écoles se multiplier et assistent aux difficultés du maintien d'une continuité pédagogique, qui leur permettrait d'acquérir des connaissances solides et des

perspectives d'avenir satisfaisantes. En réponse à cette situation, l'UNESCO grâce à un financement de l'Union européenne, met en œuvre le projet « **Améliorer l'enseignement dans la région du Sahel** » dans 5 des pays au cœur des zones de tensions (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Il vise à favoriser l'accès à l'éducation et à assurer l'amélioration des résultats d'apprentissage des élèves à travers le renforcement de la qualification, de la gouvernance et de la gestion

des enseignants dans les pays cibles. Ce projet s'inscrit dans l'Agenda Éducation 2030 dont l'Objectif de développement durable n°4 (ODD4) et ambitionne d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Pour ce faire, la cible 4.C prévoit « **d'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement** ».

« **Améliorer l'enseignement dans la région du Sahel** » s'articule en trois volets, qui répondent chacun à trois objectifs spécifiques : la gouvernance et la gestion des enseignants, la formation initiale et continue des enseignants, et le renforcement des capacités à concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les réformes curriculaires en vue d'un alignement systémique.

Les deux premiers volets sont portés par le Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) et le troisième par le Bureau International d'Éducation de



l'UNESCO. L'amélioration de la gouvernance et de la gestion des enseignants se concrétise par une assistance technique aux pays du Sahel dans l'adoption, la contextualisation et l'opérationnalisation des politiques existantes, ou nouvelles, des enseignants de même que pour les cadres régionaux, les normes et les outils des enseignants. Le renforcement de la

formation initiale et du développement professionnel continu se fait par une assistance technique aux institutions et prestataires de formation, en alignant la formation des enseignants sur les objectifs du programme scolaire.

■ Binadjan Doumbia



■ Afrik Soir



Pour mettre fin aux rumeurs les plus folles qui ont circulé sur la vie du numéro un ivoirien, le Président Alassane Ouattara, la présidence ivoirienne a publié l'agenda de celui-ci au lundi 14 novembre 2022. Une façon plus subtile et moins bruyante de couper court aux nouvelles alarmistes.



■ Seydou Traoré



MONSIEUR LE MINISTRE DES MINES, METTEZ UN MORATOIRE SUR VOTRE CONTRAT LITHIUM QUE CHOGUEL A SIGNÉ. CE CONTRAT NE PASSE PAS ! N'Y MÊLEZ PAS ASSIMI.

MONSIEUR LE MINISTRE DES FINANCES, VOUS ÊTES DANS LE FAUX ! PROPOSEZ UNE LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE POUR AFFECTER L'ACCROISSEMENT DU BUDGET AUX POPULATIONS SINISTRÉES VICTIMES DES DJHADISTES.

Pr MARIMANTIA DIARRA ET ASSARID AG IMBARKAWANE, AIDEZ LE PRÉSIDENT DU CNT À VOIR JUSTE ET PRÊTER ATTENTION À LA SOUF-FRANCE DU PEUPLE. VOUS POUVEZ, VOUS DEVEZ, L'ADEMA PASJ EN A BESOIN POUR RÉDORER SON BLASON !

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CNT, VOUS ÊTES EN MISSION EN TANT QUE MILITAIRE. ABANDONNEZ VOS PRIVILÈGES OU RÉDUISEZ LES DE FAÇON SUBSTANTIELLE. AIDEZ LA TRANSITION, VOUS MÊME ET ASSIMI.

MONSIEUR LE PM PAR INTÉRIM, ABANDONNEZ LES PRIVILÈGES LIÉS AU POSTE OU RÉDUISEZ LES DE FAÇON SUBSTANTIELLE. VOUS ÊTES UN MILITAIRE ET FILS DE MILITAIRE ! AIDEZ ASSIMI !

QUE DIEU L'ACCUEILLE DANS SON PARADIS. REPOS ÉTERNEL AU PARADIS, PRÉSIDENT DES TROIS NON À NICOLAS SARKOZY, LE SATAN

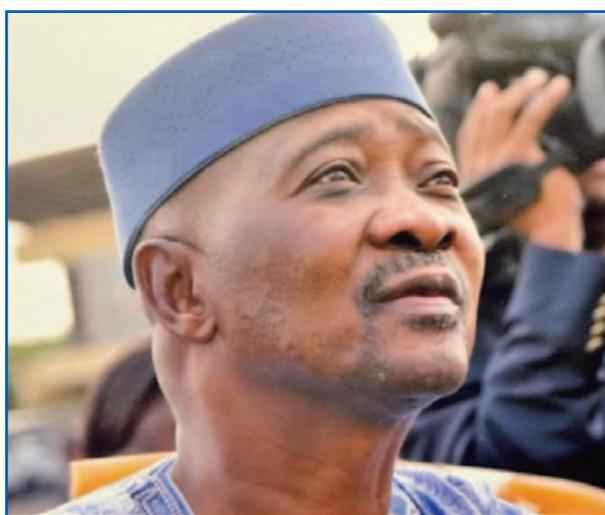
1. NON À L'ACCORD DE RAPATRIEMENT DES MALIENS IMMIGRÉS EN FRANCE.
2. NON À L'IMPLANTATION D'UNE BASE MILITAIRE FRANÇAISE AU

NORD DU MALI.

3. NON À L'OPÉRATION D'ASSASSINAT DE KHADAFI. D'AUTRES, ONT VENDU LE MALI, N'ÊT ÉTÉ ASSIMI, LES FORCES MILITAIRES FRANÇAISES SERAIENT ENCORE AU NORD DU MALI À LA RECHERCHE DES TERRORISTES DANS DES MINES D'OR ! CURIEUX NON ?

CELUI-LÀ QUI A VENDU LE MALI, ET QUI N'A PIPÉ MOT LORS DU PLUS BÊTE COUP D'ÉTAT, VIT AUJOURD'HUI AUX FRAIS DES CONTRIBUABLES DE 4 MANIÈRES : UNE RETRAITE PROFESSIONNELLE SUR BASE DE DIPLÔME, UNE RETRAITE D'ÉLU, UNE RETRAITE DE HAUTE FONCTION, APRÈS TRAHISON ET COMROMISSION, UN FOND DE REPRÉSENTATION. DOUCE EST LA VIE D'ÉPICURE ! WALAYE !

ATT, DORMEZ EN PAIX, VOUS AVEZ JOUÉ ET BIEN JOUÉ VOTRE PARTITION POUR LE MALI.



■ Primature du Mali



Le Premier ministre par intérim lance les épreuves du concours de recrutement d'enseignants dans la fonction publique des collectivités

Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a lancé, ce dimanche 13 novembre 2022, au lycée Technique de Bamako, les épreuves du concours de recrutement des enseignants dans la fonction publique des collectivités. Ce sont 21 576 candidats, répartis dans 21 centres d'examen sur tout le territoire national, qui prennent part à ce concours, pour 500 postes à pourvoir (400 pour l'enseignement fondamental, 34 pour l'enseignement technique et professionnel, 13 pour l'enseignement normal et 53 pour l'enseignement secondaire général).

« Concentre-vous! Comptez sur vous-mêmes ! Vos connaissances, votre capacité Intellectuelle. Respectez les consignes de vos surveillants. Soyez professionnels ! » a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga aux candidats.

Le Chef du Gouvernement a rappelé,aux candidats, qu'ils concourent dans un lieu historique, en effet, c'est dans cet établissement que

l'Indépendance de notre pays a été proclamée, le 22 septembre 1960.
CCRP/Primature



■ Issa Kaba



La force de la radio kledu c'est la crédibilité de ses émissions (Tiona Mathieu Koné)

Avant hier c'était Clément Mamadou Dembele et Madou Coulou , hier c'était Boubou Cisse et Alassane Dramane Ouattara, c'était encore le Dr Choguel Kokkala Maiga, c'était Dr Oumar Mariko, etc ,vendredi ce fut Adama Ben Diarra .ils ne sont pas tous des opposants, ils ne sont pas tous des soutiens non plus ,cela veut dire qu'aucun d'entre nous n'est à l'abri. Moi je ne me réjouis jamais de la divulgation du message confidentiel d'une personne. J'ai condamné pour Boubou, j'ai condamné pour Oumar Mariko je condamné pour mon petit frère Adama Ben Diarra.



Message de l'office Malien de l'habitat (OMH) aux bénéficiaires des logements sociaux.



CANAL+ SPORT Afrique

Abdek Mohamed, TF1 a fait l'acquisition des droits de la Coupe du Monde FIFA 2022 pour le territoire français uniquement et dans ce cadre ne nous autorise pas à diffuser l'évènement en Afrique. A la demande de la chaîne, les matchs ne seront pas visibles par les abonnés CANAL+ en Afrique.

Timothy Weah fils de Georges Weah, ancien joueur du Liberia (actuel Président du Liberia) sera à la pointe de l'attaque des États-Unis lors de la Coupe du monde Qatar 2022.

"Certains se promènent avec la maladie qui tue d'autres ".



Ceux qui n'ont pas peur n' ont pas mesurés l'ampleur du dégât. Moi j'ai peur pour mon pays.



■ Mariam Diawara



Déconstruire pour reconstruire.
Parfois, on a du mal à comprendre ce chaos en nous et autour de nous, notre état d'esprit nous em-

pêche de voir ce qui se joue au-delà de la situation telle qu'on la voit, mais sache qu'On nettoie toujours notre chemin pour laisser place à des choses bien plus grandes que tu ne peux l'imaginer. Pour que certaines choses se manifestent dans nos vies, il faut parfois que l'univers nous aide à faire le grand ménage. Il faut souvent enlever d'abord ce qui nous empêche d'avancer pour nous proposer ensuite ce qui sera bon pour nous. À toi qui a traversé beaucoup d'épreuves ces derniers mois, qui a eu son monde chamboulé et parfois même le cœur brisé, sache que tu es bien plus fort(e) que tu ne le penses et que tout se met en place pour t'offrir des choses meilleures. Alors à toi qui a encore mal au fond de toi, aie confiance que de très belles choses t'attendent. Aw excellente semaine



■ Malick Konate



Le port du casque - Il faut avoir le courage de le dire: ne le porte pas pour le policier ni pour le gouvernement, mais pour nous-mêmes. Pour notre propre sécurité, non seulement en cas d'accident, mais aussi contre la poussière et autres. Quand je tombe malade, je ne vais attendre les autorités pour aller me soigner. C'est vrai: la situation est très précaire en ce moment dans notre pays - mais essayons de faire la part des choses. On peut faire la pression sur l'Etat des casques à des prix abordables. Je demande aussi aux commerçants d'être assez indulgents envers les citoyens de ne pas profiter de cette décision du gouvernement pour augmenter les prix du casque. Le prix du bon casque moto peut aller dans les 45 000 FCFA. L'Etat doit avoir une politique de subvention pour faciliter tout cela.

Ce travail est un préalable qui doit être fait. Le gouvernement aurait dû également opter pour une meilleure approche de sensibilisation. Par ailleurs, où en sommes-nous avec la décision de délivrance de permis de conduire aux conducteurs de tricycles, motocyclettes et vélomoteurs qui devrait rentrer en vigueur le 15 août 2022 ? Il ne s'agit pas seulement de prendre des décisions, il faut aussi des mesures d'accompagnement pour faciliter leur assimilation. #Bèki_Takè #MonNouveauMali



■ Ousmane A. Diallo



2022 a été catastrophique pour les droits humains au #Mali. Des tueries de civils aux restrictions à la liberté d'expression, au droit à l'information, aux cas de tortures/détentions arbitraires. Le #MaliKura bat tous les records

■ Mankeur Ndiaye



Je soutiens fermement Elhaj Kassé très attaqué dans les réseaux sociaux pour être mis en quarantaine par le Président. Elhaj était au début avec Macky mais il se dit aujourd'hui isolé et discriminé

■ Larmes des pauvres



@MLamineH
Le niveau de corruption et de restriction des libertés n'a jamais atteint ce seuil. Retenons qu'un régime militaire est le symbole de la brutalité et de l'extrême pauvreté.

Le Mali et sa survie sécuritaire : L'expertise de Sidi Alassane Touré nécessaire



L'une des résolutions des Assises Nationales de Refondation était de renforcer toutes les dynamiques qui pourraient aider à mieux sécuriser le pays et ses Institutions. Les menaces transfrontalières ont besoin d'hommes fortement avisés, des patriotes qui maîtrisent le domaine et qui peuvent coacher les autorités de la transition à relever le défi pénible de l'insécurité.

Il n'est jamais assez de rappeler que la lutte globale contre l'insécurité et le terrorisme est un travail permanent d'experts et d'acteurs bien pointus en connaissances sécuritaires. Au Mali, tout le monde s'est autoproclamé spécialiste et chaque année, la situation ne s'améliore pas. Aujourd'hui que des officiers sont à la tête du Mali, loin de toute contrainte extérieure (selon leur principe édicté) il convient qu'ils mettent au cœur de leur mission les expériences de leurs aînés et devanciers.

Le cas de Sidi Alassane Touré est une nécessité pour le Mali. L'homme connaît bien les réseaux des renseignements au Mali en Afrique et au-delà. Professionnel du renseignement après l'EMIA de Koulikoro en 1996, ce gradé d'unité blindée avait aussi bu à la source de la géopolitique et des questions militaires. Officier de sécurité de l'État-major général des armées entre 1998 et 2001, chef du bureau d'exploitation de renseignement de l'État-major général des armées, (2001-2004), il devint le responsable du service de renseignement des armées.

Après trois années passées comme chef de la cellule antiterroriste de la Direction de la Sécurité militaire, il poursuit ses classes dans certaines écoles destinées aux renseignements à travers le monde. A commencer par le centre d'initiation au renseignement militaire en Égypte, jusqu'au Cours supérieur d'État-major, de Fort Leavenworth du Kansas aux États unis.

Le Mali est au milieu de nulle part, avec des menaces grandissantes et constantes. La place d'un tel Général est un choix que les autorités ac-

Secteur privé : Le ministre de l'Économie et des Finances reçoit en audience le nouveau Bureau du Patronat



Le Ministre de l'Économie et des Finances M. Alousséni SANOU a reçu en audience, ce jeudi 10 novembre 2022, une délégation du nouveau Bureau du Conseil National du patronat du Mali (CNPM), conduite par M. Mossadeck BALLY, nouveau Président du CNPM.

Cette rencontre de prise de contact entre le ministre de l'Économie et des Finances et le nouveau bureau du CNPM a permis d'échanger également sur la relance du Dialogue Public-Privée.

Le Président du CNPM M. Mossadeck BALLY, a remercié le ministre pour sa disponibilité et l'a rassuré de l'engagement de son bureau à l'accompagner pour assurer un meilleur environnement des affaires au Mali. Après une brève présentation de la nouvelle vision du CNPM portée par le nouveau bureau, M. BALLY a exposé au ministre les quelques sujets brûlants qui assaillent le secteur privé sur lesquels il a sollicité l'implication du Ministre SANOU pour une issue heureuse.

Le Ministre de l'Économie et des Finances a salué la mise en place d'un nouveau bureau consensuel qui marque ainsi la fin de la crise qui empêchait le CNPM de jouer pleinement son rôle dans le développement économique et social du Mali. Il a félicité M. BALLY pour le choix porté en lui et il a remercié l'ensemble des acteurs du secteur privé au Mali pour leurs efforts constants.

Enfin, le ministre SANOU a exprimé toute sa disponibilité pour la réussite de la mission du nouveau bureau, pour l'amélioration du climat des affaires au Mali à travers la vision des plus hautes autorités de la Transition.

Source : Figaro du Mali

tuelles doivent étudier. Personne ne se sauvera seul et l'officier connaît les manquements et les innovations stratégiques qui méritent d'être insérés. L'homme est un officier légitime au sein de l'armée, légitime dans certaines sphères administratives et légitime auprès de plusieurs populations de Mopti (région fortement infestée).

Renseignements, terrain militaire, approche civile et administrative, le discret Sidi Alassane Touré devrait être mis à contribution pour aider à extirper le Mali de l'enfer. C'est un travail qui incombe aux autorités. Mais le courage sans l'expérience est un combat à l'issue incertaine.

Source : le Figaro du Mali

Sommet l'international des magistrats : Le Mali accueille l'événement de 2023



Le Mali va abriter la conférence annuelle du groupe régional de l'union internationale des magistrats en février 2023. Cette organisation est comme un sommet continental qui porte les questions et les aspirations des magistrats africains.

Selon Ibrahim Djibrilla Maiga, président de la commission préparatoire, c'est au tour du Mali d'être à l'honneur et d'accueillir cette échéance dont la dernière a été organisée en Israël.

Cette rencontre permettra d'illustrer, aux yeux du monde, que les qualificatifs ombrageux collés à notre pays ne sont pas fondés.

Le capitaine désigné par le SAM, Ibrahim Djibrilla Maiga, estime que ce sera une occasion pour le monde de voir plus clair dans les avancées et dans le respect des droits humains.

Quant au ministre de la justice et des droits de l'homme, Garde des Sceaux, cette fête doit être mise à profit pour réussir le pari de l'organisation, tant sur l'aspect matériel et que scientifique.

Le ministre Mamoudou Kassogué, lui-même magistrat du SAM, s'est appesanti sur l'organisation de panels qui aborderont la lutte contre le terrorisme, les trafics humains ou encore la cybercriminalité.

Le Mali sera donc la vitrine de la magistrature mondiale durant une semaine en Février prochain. Des américains, des asiatiques et des européens seront au cœur de ces échanges pour harmoniser les valeurs transversales du monde.

Le SAM, à travers lequel, le Mali est membre de l'union internationale des magistrats, sera en première ligne dira Ibrahim Djibrilla Maiga : « Le Mali est un pays comme un autre, cette rencontre est tournante et chaque pays à la chance de l'abriter »

Le président de la commission préparatoire a également expliqué de cette association internationale ne reconnaît qu'une seule organisation par pays, d'où la bonne place du SAM au nom du Mali. Les travaux se dérouleront à l'hôtel Radisson Collection, ex Sheraton

Bourama Kariba Konaté, président du Syndicat Autonome de la magistrature a relevé les accusations, à tort, contre le Mali qualifié de pays d'impunité et d'extrémisme violent ou encore de fanatisme religieux. C'est d'autant plus paradoxal car le Mali était cité en bon élève sur le plan démocratique, administratif et religieux.

La nouvelle donne, explique le président du SAM, enclenchée par les autorités et soutenue par le peuple résilient du Mali mérite d'être protégée. Aussi, le Mali doit trouver les options pour rassurer tous les partenaires au regard des accords ratifiés.

Qatar : Dj Boub's coopté comme speaker par la FIFA



La FIFA a coopté le célèbre animateur Boubacar Diallo alias Dj Boub's, en qualité de speaker lors de la prochaine Coupe du Monde au Qatar, prévue du 21 novembre au 18 décembre prochains. Selon la direction de la communication du Groupe E-media, ce choix confirme la notoriété de Dj Boub's sur le plan international et son entrée dans le Happy few des personnalités les plus en vue du Showbiz, renseigne Emedia.

Il anime sur iRadio "XOROM CI CINN" dans une matinale très suivie, avec des rubriques qui personnifient singulièrement, ce rendez-vous bien prisé du public et des annonceurs.

La joie est immense au sein du Groupe E-Media dans lequel Boubacar Diallo occupe le poste de Directeur Commercial, de la Production et du Marketing, confirme la même source.

Dans quelques heures, poursuit-elle, Boub's prendra l'avion pour Doha, la capitale qatarie, dans un registre de Sherpa de la Fifa auprès de la délégation sénégalaise, qui sera à coup sûr, un pôle d'attraction avec ses vedettes dont Sadio Mané, star planétaire du ballon rond.

Source : Leral.net

Les magistrats du Mali vont donc jouer leur partition pour le retour définitif du Mali dans le concert des nations. Le Mali va donc réaffirmer son attachement aux principes et valeurs universels, aussi bien sur le plan national et international.

ABC / Source Figaro du Mali

Affaire du documentaire de la BFM TV : Malick Konaté sort de son silence

Pendant cette période de très profond silence, j'ai beaucoup observé et écouté, y compris ceux qui, dans l'apparence et sur les réseaux sociaux, semblaient être mes "proches". Je ne vais pas faire un long récit ici, ce jour viendra. Ceux qui me soutiennent et qui croient en moi dans ce type d'épreuves méritent une attention particulière.

Parce que, comme l'ont dit certains d'entre vous ici, « Malick ne savait pas qu'il avait tous ces soutiens ». C'est une réalité, je ne le savais pas. Je ne m'attendais pas à cet élan de solidarité venu de partout, de l'intérieur comme de l'extérieur.

Agissons avec dignité, exemplarité et en toute transparence. Le temps est le meilleur juge sur cette terre. Il rétablira tout. Et c'est pourquoi, il faut continuer à se battre en harmonie avec sa conscience. " Il faut plus se préoccuper de sa conscience que de sa réputation ", dit-on. Laissons chacun avec sa conscience et confions Tout à Allah Le Très Haut.

Notre combat contre la délinquance financière, l'injustice, la mauvaise gouvernance, la corruption et le népotisme - clientélisme - favoritisme, la violation des droits de l'homme et pour la liberté d'expression continue et il ne s'arrêtera pas. Donnons-nous la main pour combattre ce fléau hors de nos quotidiens pour le bonheur de nous tous.

Nul n'a intérêt à ce que notre cher pays, le , s'écroule aujourd'hui, car nous n'avons pas un autre pays et c'est dans ce pays que nous avons investis. Comme on le dit en bamanankan, "ni moussokoroba ko Dou-nouya ka wili - até fô ayèrè ko" (Si la vieille dame prie pour la fin du monde, ça ne se fera pas sans elle). Pour dire tout simplement que si le Mali tombe nous allons tous tomber avec. Nous aimons tous ce pays. Recevez ici les sincères remerciements de toute ma famille et ma propre



personne. Qu'Allah SoubhanAllah - WatAllah vous récompense ! C'est dans des moments difficiles qu'on reconnaît ses amis. J'ai vu, entendu, je vous ai sentis et je ne peux qu'être reconnaissant.

Encore une fois M E R C I et sachez que ça vient du fond de mon cœur. Aw ni tchié - Allah Kaw Sara yarabi.

Soyons endurents, car Allah est avec les endurents.

Qu'Allah nous pardonne, nous guide et protège contre les individus malintentionnés. Yarabi

Qu'Allah bénisse notre cher pays, le Mali !

Source : La page Facebook de Malick Konaté

Togo : Le port de Lomé classé 3ème port le plus compétitif d'Afrique

Le Togo continue de récolter les lauriers des différentes réformes entreprises par les pouvoirs publics pour doper la performance du port de Lomé, le poumon économique du pays.

En effet, le port de Lomé figure une nouvelle fois dans l'édition 2022 du célèbre classement des 100 plus importants ports du monde, publié par la société Lloyd's list, en occupant le 96ème rang mondial pour un trafic de conteneurs estimé à 1,96 million d'EVP (équivalent vingt pieds) en 2021, contre 1,72 million d'EVP un an plus tôt, soit une hausse de 13,7%.

De plus, le port de Lomé fait partie des trois ports africains présents dans ce prestigieux classement ; les deux autres étant le port de Tanger au Maroc (1er rang africain et 24ème rang mondial ; 7,17 millions d'EVP



de trafic de conteneurs en 2021) et celui de Durban en Afrique du Sud (2ème rang africain et 81ème rang mondial pour un trafic de conteneurs 2,43 millions d'EVP en 2021).

Source : sikafinance.com

www.malikile.com

BMS : DROIT DE REPONSE 15112022

Votre quotidien Malikilé a reçu de la Banque Malienne de Solidarité (BMS) une lettre nous demandant un article rectificatif à la suite d'article intitulé « Affaire des 200 Milliards de prêts fictifs : la BMS sur les traces de la BHM-SA » d'un confrère simplement reproduit

dans notre numéro 1220 du 10 novembre 2022.

Nous avons demandé, sans pouvoir l'obtenir, cet article pour mieux éclairer la lanterne de nos lecteurs.

En lieu et place, nous publions la lettre qui nous a été adressée par la BMS tout en réaffirmant notre disponibilité à publier tout autre droit de réponse que nous recevrons d'elle.



N/Réf : BMS-sa 012358 /DG/DJR/2022 Bamako le 11 NOV 2022

Monsieur le Directeur Général
Banque Malienne de Solidarité
(BMS SA)

A

Monsieur Moctar SOW
Directeur de Publication
Du journal MALIKILE (MALI)
Bamako

Objet : Demande de rectification de votre article sur la BMS- sa

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'avantage de vous notifier par la présente notre désapprobation par rapport à l'article paru le **10 Novembre 2022** dans le **N°1220 de MALIKILE** intitulé « Affaire de 200 Milliards de prêts fictifs : la BMS sur les traces de la BHM-SA » dans lequel la BMS- sa fut directement mise en cause.

Pire, ledit article par des affirmations gratuites et sans fondement portent de graves atteintes à l'image de notre institution, des hommes et femmes qui l'animent ainsi qu'à certains partenaires. A cela s'ajoute le risque majeur de crédibilité porté à l'institution bancaire qui a enregistré un total bilan de 1248 milliards de Fcfa au 30 juin 2022.

En conséquence, la **Banque Malienne de Solidarité** exige de vous et ce, en vertu des dispositions pertinentes des articles **26 et 27 de la Loi 00-046 AN RM, Régime de la presse et délit de presse** la publication d'un article rectificatif.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de nos salutations distinguées.

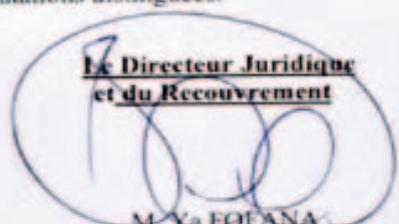
Le Responsable Communication
Institutionnelle et RSE



M. Fousseny SIDIBE



Le Directeur Juridique
et du Recouvrement



M. Ya. FOFANA

Immeuble BMS-sa - Hamdallaye ACI 2000 - B.P. E 1280 Bamako - Mali
 Tél. : (00223) 20 23 50 34 / 20 29 54 08 - Fax : (00223) 20 23 50 43 / 20 29 54 11 - Email : bms-sa@bms-sa.org
 S.A. au capital de 34 595 270 000 F CFA - RCCM : MA.BKO.2001. B.58 - NIF : 087800464B - Code Banque : ML102



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, à cet effet, des rapports à l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI à sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance d pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte à travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs

- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2. Expérience :

Avoir au moins 08 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3. Connaissance informatique :

Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4. Condition d'âge :

Etre âgée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément à la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée à Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- un CV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation et des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé **au plus tard le 18 novembre 2022 à 16 heures GMT** au Bureau d'Accueil et d'Orientation de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue : 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Comité d'orientation extraordinaire du MEREF-SFD : Plusieurs questions passées en revue

Les travaux de la quatrième session extraordinaire du Comité d'Orientation du MEREF-SFD, ont été présidés par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed. Au menu de cette session : l'état d'exécution du PTBA 2022, le projet de budget 2023, le rapport provisoire de l'étude sur la recherche de statut juridique approprié pour le mécanisme de refinancement des systèmes financiers décentralisés (MEREF-SFD), ainsi que le projet de Plan d'affaires 2023-2027.



Il faut rappeler que cette session budgétaire intervient dans un contexte de contraintes multiples qui, fort heureusement, n'ont pas impacté les réalisations prévues dans le cadre de l'exécution du PTBA 2022, fera remarquer le Ministre de l'Industrie et du Commerce, par ailleurs, Président du Comité de Pilotage. Au Mali, la microfinance joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des Politiques et Programmes de développement. Elle contribue dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'inclusion financière de la majorité des populations, surtout en milieu rural.

Elle intervient, également, dans le financement de l'agriculture familiale, des petites et moyennes entreprises rurales et des activités génératrices de revenus pour les femmes. Nonobstant l'avènement de la transition, le MEREF-SFD continue à fonctionner avec ses opérateurs financiers habituels. A l'obtention de son agrément de crédit, la nouvelle SA

MEREF-SFD, pourra « devenir pérenne financièrement pour assurer son autonomie institutionnelle et les fonctions rattachées sur le long terme ». Elle pourra lever des ressources pour assurer son fonctionnement auprès du Gouvernement et des PTF et procéder en même temps, au financement direct des SFD partenaires conformément à la réglementation bancaire en vigueur. A l'issue des travaux, les administrateurs ont adopté l'état d'exécution du PTBA 2022, ainsi que le projet de budget 2023, le rapport provisoire de l'étude sur la recherche de statut juridique approprié pour le MEREF-SFD.

La Porte-parole des partenaires techniques et financiers, Siré Bah, a salué les résultats obtenus, ayant permis au MEREF-SFD de renforcer sa contribution dans l'inclusion financière, la professionnalisation des SFD à travers des pratiques innovantes, des formations et appuis-conseils adéquats, conformément aux orientations du Gouvernement et aux attentes

des partenaires en matière de développement et d'assainissement du secteur de la microfinance au Mali.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, dans son intervention, a laissé entendre que grâce à l'accompagnement de son département et des partenaires techniques et financiers - sensibles au rôle et à l'importance de la microfinance pour le relèvement économique des populations - le MEREF-SFD a pu continuer ses investissements et son assistance technique aux SFD partenaires, qui interviennent auprès des populations partout sur le territoire national, principalement en milieu rural et dans les zones difficiles.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, a réitéré les remerciements de son département et la reconnaissance du Gouvernement aux partenaires techniques et financiers qui œuvrent inlassablement à soutenir les efforts de redressement de notre économie, à travers les appuis inestimables qu'ils apportent au MEREF-SFD, à travers le projet inclusif et des concours directs, en l'occurrence le FIDA, la Coopération Danoise et la Coopération Canadienne.

Il faut noter que le MEREF-SFD permet de lever des ressources financières adéquates auprès des partenaires techniques et financiers, et répondre au mieux aux besoins de financement de sa clientèle constituée des SFD. Pour son statut juridique, la forme Société Anonyme « SA » a été envisagée. Cependant, l'activité de financement direct des SFD, assimilable à une activité d'un établissement de crédit, nécessite l'obtention d'un agrément de crédit des banques et établissements financiers de l'UEMOA.

Les démarches y nécessaires seront entreprises.

■ Ibrahim Sanogo

ASSEMA : La sécurité alimentaire par les semences certifiées

La 15^{ème} Assemblée générale ordinaire de l'Association Semencière du Mali (ASSEMA) s'est tenue le samedi 12 novembre, à l'hôtel Azalai Salam de Bamako. Elle avait pour thème : « L'Apport des semences certifiées pour une agriculture performante, gage de l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle ». Cette activité a été présidée par le Secrétaire Général du Ministère du développement rural, Daniel Siméon KELEMA. On notait également la présence du président de l'ASSEMA, Drissa COULIBALY ; du représentant du FNPSR-Mali, Oumar DIARRA ; du représentant de l'IFDC ; Bidjokazo FOFANA.



Dans son discours, le président de l'ASSEMA, Drissa COULIBALY, a déclaré que la nécessité d'avoir une organisation professionnelle représentant l'industrie semencière malienne s'imposait, en vue de créer un cadre d'échanges systémique d'informations et d'expériences dans les domaines de la technologie, la sélection, la multiplication, la production ainsi que le commerce de semence. « **Le but étant de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire en procurant aux producteurs agricoles des semences de qualité supérieure, c'est-à-dire à haut rendement et adaptées aux différents systèmes agro-écologiques du Mali** », a-t-il précisé.

En effet, il a souligné que la création de l'ASSEMA, le 24 décembre 2002, et son officialisation suivant le récépissé n°121/MATCL-DNI du 21 février 2003, émane de la volonté des acteurs de productions semencières de professionnaliser le secteur semencier à tous les niveaux.

« **Nous ambitionnons d'amener la filière**

semencière Malienne dans le concert des niveaux d'évolutions internationales et l'amélioration des plantes tout en développant une industrie semencière locale performante favorisant les échanges », a fait savoir Drissa Coulibaly.

Ainsi, il a relevé que les acteurs de l'association projettent d'explorer toutes les opportunités de coopération et les synergies d'actions concrètes entre l'ASSEMA et ses partenaires nationaux et internationaux.

Par ailleurs, le président de l'Association semencière du Mali a invité tous les acteurs impliqués au développement du secteur semencier, à joindre leurs efforts et expertises à ceux de l'ASSEMA afin de développer chez leurs producteurs agricole une vraie culture de l'utilisation des semences certifiées, dans le but d'accroître de façon significative la production et la productivité agricole Mali, gage d'une sécurité alimentaire durable.

Il a saisi l'occasion pour mettre en exergue les activités réalisées par son bureau pour la défense des intérêts des semenciers maliens, en

général, et du secteur privé semencier en particulier.

« **La filière semencière constitue pour nous le fondement de toute agriculture qui se veut performante et compétitive pour nourrir durablement le peuple** », a-t-il soutenu.

En outre, il a indiqué que le succès du secteur semencier malien dépendra de la collaboration entre les acteurs. « **L'ASSEMA regorge d'expertises et des compétences suffisantes pour aider les plus hautes autorités à installer un système de subvention efficace et performant sur les semences au Mali** », a affirmé Drissa Coulibaly.

Ce qui lui fera dire que, l'Etat, en subventionnant les engrais ou autres types d'intrants agricoles, doit nécessairement subventionner toutes les gammes de semences céréalières et maraichères en vue d'aider les producteurs et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

De son côté, le Secrétaire général du Ministre du développement rural, Daniel Siméon KELEMA, représentant le Ministre, a remercié l'Association semencière du Mali (ASSEMA), les services techniques, les organisations paysannes pour leurs participations à ces assises jugées importantes pour l'atteinte, par les autorités, de leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. « **Les succès indiqués plus haut ne doivent cacher les difficultés auxquelles se heurte la promotion de la filière semencière. Ces difficultés ont pour noms : l'insuffisance de ressources pour réaliser de façon efficace les activités de contrôle au champ et de certification ; le pouvoir d'achat des producteurs et la faible surface financière de certaines coopératives. Ceci ne facilite pas la commercialisation des semences et l'accès des petits exploitants aux intrants d'intensification ; l'éloignement des sites de dépôt des semences etc.** », a-t-il cité entre autres.

Enfin, Daniel Siméon KELEMA a estimé que les acquis de l'ASSEMA doivent être renforcés afin, qu'à moyen terme, tous les exploitants agricoles du pays, à savoir, les exploitations agricoles familiales et entreprises agricoles, puissent utiliser les semences certifiées sur les parcelles.

■ Maffenin Diarra

Exploitation minière : L'or brille-t-il pour les maliens ?

Au Mali, l'exploitation minière fait couler beaucoup d'encre et de salive. Depuis un certain temps, en effet, des voix s'élèvent pour exiger une meilleure redistribution des retombées du secteur minier. Pour mieux comprendre - et faire comprendre - les contours de cette exigence sociale, notre équipe a mené une investigation.



L'exploitation minière est une activité qui génère une manne financière importante, et permet de renflouer les caisses de l'Etat Malien, 3ème producteur en Afrique. Toutefois, hélas, l'or a du mal à briller pour les maliens. Le fait est d'autant moins compréhensible que, plusieurs sociétés exploitent notre sous-sol avec l'accord des gouvernants. Parmi celles-ci, on peut citer Barrick Gold. Ladite société a commencé l'exploration et l'exploitation minière depuis 1996 dans les localités de Morila, Loulo et Goungoto. Par ailleurs, depuis le code minier de 2019, le législateur malien porte une attention toute particulière au contenu local ; notion qui, in fine, impose aux différents acteurs d'agir utilement, pour que l'or brille davantage pour les maliens.

Le contenu local, de même, impose une préférence des travailleurs maliens par rapport aux expatriés. Aussi, il sied de préciser que l'Etat détient 20% de parts dans toutes les sociétés minières.

Mahamadou Samaké, Directeur régional du groupe Afrique de l'Ouest de Barrick Gold, explique que, pour certains emplois qui ne requièrent pas de grandes qualifications, les sociétés se rabattent généralement sur les communautés locales. « **Ce sont eux qui ont la priorité. Maintenant, au niveau des cadres moyens et autres, ce sont les nationaux qui ont la priorité, les gens du village, de la région. Les expatriés sont**

très rares à Loulo. C'est pourquoi là-bas nous disions à 95% voire 98% des travailleurs sont des nationaux. Par exemple à Kéniéba, on donne des bourses aux étudiants. Notre engagement, c'est de les prendre tout de suite quand ils sont diplômés. C'est vraiment la préférence nationale pour le recrutement malgré tout ça les gens se plaignent. Mais, pour l'emploi il y a des limites. Tu ne peux pas employer tout le monde », précise-t-il.

Aux dires de Mahamadou Samaké, depuis 2 ou 3 ans, la société Barrick Gold a cédé Morila à une société, qui a découvert du lithium dans la région de Bougouni. Le complexe minier, c'est l'ensemble de Loulo et de Goungoto. Depuis 2019, la société est devenue Barrick Gold corporation. « **Le fait que le peuple aspire à un développement socio-économique, je pense que c'est normal. Les richesses du sous-sol appartiennent à l'Etat. Quand on dit que ça appartient à l'Etat, le peuple reste mais le gouvernement part. Donc ça appartient au peuple. Comment faire en sorte pour avoir accès à ces ressources ? Je dis tant qu'une ressource n'est pas exploitée, elle n'a pas de valeur. Pour qu'elle ait de la valeur, il faut qu'elle soit exploitée. Maintenant certains pays qui ont des moyens pensent qu'eux-mêmes peuvent exploiter leurs ressources. Si vous pouvez le faire tant mieux. Au Mali, l'expérience a montré que chaque fois**

que l'Etat même a voulu faire des mines, la mine de Kalana est un exemple, souvent ce sont des échecs. Donc, on a préféré aller chercher des investisseurs pour venir exploiter. Evidemment les conditions de cette exploitation sont prévues dans le code minier. C'est sur cette base que les sociétés arrivent », a-t-il précisé. Pour couper court aux allégations tendant à faire croire que l'or ne brille pas pour les maliens, Mahamadou Samaké, directeur régional du groupe Afrique de l'Ouest de Barrick Gold, soutient que « **la société a un contrat avec l'Etat auquel elle reverse ce que de droit, au lieu la population, directement. C'est donc l'Etat qui a la charge de partager cette richesse, d'utiliser ces revenus au profit des maliens. Elle fait une partie directement parce qu'elle embauche des travailleurs** ».

Outre que les sociétés emploient environ 90% de leur personnel, parmi les nationaux, outre les revenus à travers les impôts et tous les paiements de taxes qui sont prévus par la loi, l'Etat est actionnaire, il perçoit 20% des profits réalisés. « **Vous voyez que la combinaison de tous ces aspects permet d'apporter des revenus à l'Etat. Pour le peuple, ces revenus sont insuffisants, comparés à ce que l'investisseur gagne... La tendance est à la comparaison : l'autre a plus que moi, il faut que je prenne dans ce qu'il a pour ajouter à ce que j'ai fait. C'est souvent le mauvais calcul. Le problème c'est de savoir comment avoir plus. D'abord le contrat le prévoit. Parce que le contrat dit si une partie estime qu'elle ne gagne plus dans cette affaire. Elle a le droit de renégocier** », a-t-il souligné.

Samaké laisse entendre que les sociétés disposent des centrales pour produire l'électricité parce que les mines marchent 365 jours sur 365. L'électricité est essentielle, elle ne peut pas s'arrêter. « **Vous ne pensez pas que si on était prévoyant, si l'EDM pouvait fournir en électricité toutes les mines elle serait rentable. Aujourd'hui vous ne pouvez pas approvisionner une mine de la région de Kayes à partir de Manantali. Ça veut dire que quand Manantali a été réalisé, on n'avait pas la vision** », regrette-t-il.

■ Ibrahim Sanogo



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Mali Transition : Le Bon, La Brute et le Truand

Les anciens se souviendront de ce film culte : " Le Bon, La Brute et le Truand". Un film western de 1966, qui met en jeu trois hommes en pleine guerre de sécession aux États-Unis d'Amérique pour la recherche d'un trésor. Le duel entre les trois est épique ! La musique de Sergio Leone, inimitable. La situation actuelle du Mali est caractérisée par une crise complexe et multidimensionnelle. Une superposition de quatre crises selon le colonel Abdoulaye Maïga (PMI), à la tribune des Nations-Unies). La gestion à l'heure actuelle de cette crise, me fait penser au film susmentionné. À mon avis, trois acteurs majeurs et leurs alliés cristallisent la situation et leurs dynamiques feront évoluer le Mali vers le meilleur ou le pire. Ces trois acteurs ont pour dénominateur commun, leur silence. Ils sont tous les trois "taiseux".

Alors, je parlerai du "Bon Taiseux", de la "Brute Taiseuse" et du "Truand Taiseux"

Le Bon Taiseux est patriote, proche de ses alliés qui l'aiment, disons, son peuple. Son trésor, c'est son pays. Il cherche à le préserver et à le rendre meilleur. Son combat durant le duel à trois, c'est comment sortir son peuple des griffes de la Méchante Mégère, habitante d'une contrée lointaine, qui vit du sang du peuple du "Bon Taiseux". La force du Bon Taiseux ? Il est très fort de la gâchette et est habitué aux combats dans des situations extrêmes. Sa faiblesse ? Il manque de perspicacité pour déceler les fuites de fuel sur le pipe-line devant alimenter la caisse nationale ou aller aux grands investissements. Ces fuites sont organisées par ses proches, sous prétexte de re-fondation.

Face au Bon Taiseux, le couple improbable de la Brute Taiseuse et du Truand Taiseux. Couple improbable, parce que la Brute Taiseuse, est sans personnalité, sa force c'est son cynisme et sa méchanceté. Elle écrase tout sous son poids au propre, comme au figuré. Même sa propre organisation qu'Épicure lui a laissé en lambeau après avoir vendu son pays est entrain de pâtir de son incompétence et de son cynisme.

La Brute Taiseuse est dans tous les complots ! Elle est le paradoxe vivant, énorme, mais vide ! Elle est avide de fonds publics, ne peut vivre sans cela !



Le Truand Taiseux, est bel homme, plus manequin que martial. Le comploteur impénitent. Faiseur de roi, il se veut roi aujourd'hui. Dans ce duel à trois, en plus de son colt, il trimballe un sac rempli de peaux de banane qui sont semées intelligemment sur la route du Bon Taiseux. La Brute Taiseuse en rit et prend plaisir. Les Taiseux Brute et Truand, oublient que cette voie est à sens unique, étroite, et est la seule qui conduit au salut de tous. Donc, la Miner, revient à faire sauter tout le système. BON, tout ce qui précède est de la fiction et comme dans un film, je précise que toute similitude ou ressemblance à une situation réelle ou à des personnages réels n'est que fortuite et ne procède en aucune manière d'une volonté délibérée de caractérisation. Par contre ce qui suit révèle de réelles préoccupations. Le temps semble arrêté par rapport aux ripostes contre la France, qui prenant du poil de la bête, attaque tous azimuts, le Mali et des leaders d'opinion, si ce n'est exceller dans les fake news. Pendant ce temps, à l'intérieur du Mali, la 5ème colonne est ragaillardie et malheureusement, les responsables de la transition multiplient les impairs, si ce ne

sont pas des fautes. Des fautes assumées pour certaines, comme des peaux de banane, dangereusement et malicieusement placées jetées sur la voie de la transition.

1. Il est impensable qu'à cette date, malgré la cherté de la vie que le président du CNT refuse de renoncer totalement ou partiellement à ses fonds spéciaux, pire, augmente le budget de 2023 de l'institution sans aucune compassion pour le peuple. Sans tirer des leçons de ce qui se passe dans les pays voisins, où les responsables au niveau de l'organe législatif font preuve de bon sens dans la gestion des deniers publics.

Monsieur le président du CNT, écoutez le peuple, à moins que vous ne soyez dans une stratégie d'énerverment du peuple. Contre qui ? Contre vous-même, soyez en sûr et certain.

2. Monsieur le Premier ministre par intérim, 75 millions mensuels sont énormes comme fonds spéciaux pour un colonel, habitué aux dures conditions des théâtres de guerre. Si Choguel s'est agrippé à ce traitement, ternissant quelque peu sa lutte M5-RFP contre la gabegie IBK, monsieur le Premier ministre par intérim, prenez vos responsabilités en aban-



donnant ou en diminuant drastiquement le montant de ces fonds. Une telle action va dans le sens de vos interventions courageuses et patriotiques, respectives à la tribune des Nations-Unies. Messieurs les premiers ministres, patriotes vous l'êtes, compétents vous l'êtes, alors soyez cohérents.

3. Monsieur le ministre des finances, vous êtes encore effacé dans ce gouvernement. Le peuple ne vous voit et nous entend que pour ployer davantage sur les charges et voir les traitements de ces institutions prendre l'ascenseur. Comment dans ce contexte difficile, vous ordonner une augmentation de budget 2023 ailleurs que dans la défense, la subvention pour faire baisser les prix des denrées de première nécessité ? À votre décharge, vous êtes dans un système d'élaboration de budget conçu pour dilapider les fonds publics. Comme je le dis, "une usine montée pour fabriquer des véhicules peugeot ne pourra jamais produire en fin de chaîne une Rolls-Royce". Le seul acte salvateur pour éviter une grogne sociale aujourd'hui sera de proposer au gouvernement une loi rectificative du budget et affecter cette augmentation à l'indemnisation des populations victimes des actes destructeurs des Djihadistes et des terroristes.

4. Messieurs les ministres en charge de nos forces de défense et de sécurité, tous corps confondus, félicitations pour les résultats tangibles dans la lutte contre le terrorisme et le Djihadisme, malgré l'appui de la France à ces forces du mal. Félicitations et mes sincères condoléances aux hommes et aux femmes, ci-

vils et militaires, victimes de ces barbaries. Messieurs les ministres, l'ennemi à changer de tactique. Sous la menace, des villages entiers sont entrain de signer des pactes avec les Djihadistes pour "avoir la paix", du fait de l'incapacité de l'état à leur assurer une sécurité durable. Les villages qui refusent ces contrats, voient leurs récoltes brûlées, les villages pillés et le bétail volé. Dans leur dernier retranchement, les djihadistes multiplient les poses d'engins explosifs tuant aveuglement. Messieurs les ministres, adaptez votre stratégie et faites suivre les armes par des actions de développement concrètes dont le financement ne peut être obtenu par la conception du budget national de 2023. Toute consommation inconsidérée du budget national dans le fonctionnement des institutions est comparable à une collusion avec l'ennemi. Toute passation de marchés publics délictueuse est assimilable à un crime contre les populations en détresse. Rappelez-vous les revendications du M5-RFP qui ont fait chuter IBK. Enfin, tout colonel dans les "Affaires" commet un double crime de désertion en temps de guerre et une atteinte grave au développement du secteur privé. Le patronat est interpellé.

5. Monsieur le ministre de la justice, nous comprenons que le temps de la justice n'est pas celui des hommes. Tout de même ! Voilà que des socialo-predateurs et des libéro-vo-races, tellement apaisés et rassurés qu'ils entrevoient de passer le relais de la gouvernance du pays à leur rejets ! Hé que ce pays est doux deh ! Monsieur le ministre de la justice,

vos déterminations sont intactes, mais faites en sorte que le temps de la justice se rapproche de celui des hommes. Un socialo-prédateur célèbre, jurait qu'il ne raserait jamais les murs au Mali, aujourd'hui, il est terré à 10m sous le sol. Mais du fait de cette différence entre les temps de la justice et de celui des hommes, il commence à pointer le nez dehors et mettre le bâton dans les roues de la transition. Malheureusement, il n'est pas le seul. Monsieur le ministre, dépoussiérez les dossiers dénoncés par le M5-RFP. Le peuple saura que le changement est en cours.

6. Messieurs les ministres en charge des Cultes et celui en charge de la réconciliation nationale, le Mali a suffisamment de problèmes pour que vous ne soyez pas pro actifs sur les sujets sensibles que sont la religion, le vivre ensemble, les revendications identitaires et leurs conséquences potentielles. Comme s'il n'y avait pas suffisamment de manifestations communautaristes, il a fallu que mes parents minianka y ajoutent leur touche ! Le Mali les connaît comme cultivateurs courageux et guerriers intrépides, cela suffit ! Messieurs les ministres, les contrats des villages avec les Djihadistes procèdent d'une scission profonde du pays, territorialement et dans le modus vivendi et cela est la plus grave scission, à terme, irréversible ! Bamako, n'est pas et ne doit pas être votre lieu de travail. Allez dans le Mali profond !

7. Monsieur le ministre en charge des systèmes de production agricole, un peu moins d'arrogance lorsque les acteurs du dévelop-



pement rural se plaignent et que vous êtes obligé de donner des réponses ! L'approvisionnement en Intrants de la campagne passée a été une catastrophe. Cela a même ragaillardé quelques socialo-prédateurs ! Organisez-vous pour éviter au monde rural un autre fiasco. Et puis de grâce, les statistiques de production laissent perplexe plus d'un ! En effet, avec l'insécurité, les superficies emblavées diminuent d'année en année, cela combiné à la faiblesse des rendements à l'ha, les niveaux de production doivent être à la baisse. Mais chaque année, il est annoncé des productions records. Monsieur le ministre, soyez vigilants ! Les fausses statistiques déstabilisent un pays.

8. Monsieur le ministre en charge des réformes de l'Etat et de la Refondation, félicitations pour l'ensemble des réflexions faites dans votre département. Je suis sûr que vous êtes le premier convaincu qu'il ne s'agit pas d'une question de politique, de stratégie, ni de loi. Il s'agit de l'état d'esprit du malien et de cela seulement ! Qui d'entre nous, encore aujourd'hui n'a pas entrepris un policier, un juge, un responsable de service pour intercéder en faveur de X ou Y ? Quel ministre a refusé un traitement indu, consistant à approvisionner sa famille en produits alimentaires achetés sur les fonds publics ? Quel ministre n'utilise pas le véhicule de l'état pour des besoins domestiques et même le week-end ? Combien de ministres ont leurs enfants dans les écoles publiques, réputées peu performantes ? Etc... La Refondation, c'est d'abord le respect de la justice et des deniers publics. La Refondation, c'est de savoir d'où l'on vient et obliger le ministre des finances à faire adopter un budget d'état qui tient compte des sacrifices des populations. C'est à dire, moins de carburant au cabinet ministériel et plus de ressources dans les services déconcentrés. La Refondation,

c'est tenir compte de l'avis des experts dans leur domaine de compétence, en l'occurrence, l'avis des syndicats de la magistrature sur la nouvelle constitution. Laissons au bûcheron le soin de choisir la meilleure hache pour son boulot !

9. Monsieur le ministre en charge des mines, comme celui des finances, vous êtes en deçà des attentes du MaliKura. Sachez que le contrat sur le lithium ne passe pas. Le peuple va s'organiser pour le contester en l'état ! Le Canada, dont les entreprises écument le monde à la recherche de contrat minier, vient de renvoyer les chinois de leurs mines de lithium. Monsieur le ministre, soyez comme le premier ministre par intérim aux Nations unies des mines avec les sociétés minières, dites-leur ce qui est acceptable, et ce qui ne l'est plus. Il est attendu de vous un discours et des actes forts !

La gestion de EDM est catastrophique et décriée. Il y aurait tout un système mafieux autour de l'approvisionnement des centrales

électriques en fuel qui est décrit et dénoncé dans la presse. Il paraît que ça dure. Il est dit que tout délestage signifie du fuel prévu non utilisé et qui est vendu sur le marché. Soyez que des maliens s'intéressent à la question et que "ça va se savoir".

10. Monsieur le ministre en charge des transports, les maliens ont noté que sous les régimes successifs, certains tronçons de routes à Bamako font l'objet d'entretien 3 à 5 fois dans l'année. Bis repita l'année suivante. La faute à qui ? Les entreprises maître d'œuvre ? La surveillance ? Le ministère, maître d'ouvrage ? Dans tous les cas, c'est un gaspillage répétitif énorme de deniers publics. À croire que l'argent des péages ne sert à rien. D'ailleurs à propos de péage, les tickets remis aux usagers sont tous barrés aux marqueurs, comme un recyclage d'anciens tickets. Le ministre doit y jeter un œil !

Monsieur le ministre en charge des transports et celui en charge de la sécurité, les maliens louent votre souci de les protéger contre les dégâts des accidents et contre eux-mêmes. Toutefois, ayez le sens des priorités et une appréciation d'ensemble de la situation. Les mécontentements sociaux apparemment épars et isolés, donnent naissance à une grogne sociale lorsqu'ils sont fédérés. Exactement comme les gouttes de pluie donnent naissance à des rues, les rues ensemble créent les ruisseaux, ceci par convergence donnent naissance aux rivières, qui ensemble donnent naissance aux fleuves.

Aucune contestation n'est à négliger et toutes doivent tenues isolées les unes des autres et





gérées individuellement.

Monsieur le président de la transition, au regard de tout ce qui précède, la voie doit être dégagée de toutes les peaux de bananes, sciemment posées par malice ou par incompetence. Les décisions pour assainir la voie de la Refondation, du Malikoura, doivent être prises par vous et vous seul. Vous êtes LE RESPONSABLE !

1. Il faut absolument faire arrêter la signature de pactes entre les Djihadistes et les villages pour leur sécurité. À long terme, la scission du pays est inévitable. Cet aspect de l'implantation des Djihadistes n'est pas suffisamment évoqué dans le bilan de la lutte contre l'insécurité. Le CNT, le ministre en charge des cultes et celui en charge de la réconciliation nationale doivent être sur le terrain pour évaluer cette situation et vous proposer des solutions. Monsieur le président, pourquoi ne pas lancer des négociations avec les Djihadistes, parallèlement au crépitement des armes ? Cela se fait ailleurs.

2. Le combat entre groupes terroristes pour leur implantation procède également du processus de scission du territoire national. Alors, monsieur le président, le comptent ministre des affaires étrangères doit être mis à la tâche avec son homologue de la défense pour renforcer la coopération militaire avec l'Algérie afin de mettre fin à cette dynamique qui illustre l'absence de l'État et l'inutilité de la MINUSMA. La MINUSMA doit vraiment partir, elle n'a pas vocation à être actrice de développe-

ment ! Les FAMAS doivent être partie prenante des conflits partout sur l'étendue du territoire national. Soyons entre maliens pour combattre des étrangers.

3. Monsieur le président, si le ministre des finances tarde à produire une loi des finances rectificative, imposez-la ! Le peuple désapprouve le budget 2023. Il apparaît comme si des cadres sur le départ, font un bricolage financier en dehors de toute compassion pour des populations des régions de Mopti, Ségou, Gao, Tombouctou, Kidal, Tessalit victimes des Djihadistes. La loi rectificative doit aider à indemniser au moins partiellement la destruction des systèmes de production et de l'économie de ces zones.

4. Monsieur le président, pesez de tout votre poids pour ramener la Primature et le CNT à revoir leurs dépenses à la baisse. Cela ne va être facile, car le président de cette institution semble ignorer les appels de détresse du peuple, son entourage immédiat ne l'aide pas. Charles - Maurice de Talleyrand-Périgord, de tous les régimes et le balourd socialo-prédateur sont de mauvais conseillers.

5. La dynamique des FAMAS doit être renforcée, financièrement, et en équipements. Toutes les ressources humaines militaires inutilisées à Bamako doivent être déployées sur le théâtre des opérations. L'ennemi en face ne calcule pas, un des leaders aurait perdu son fils au front. Afin de rendre irréversible la montée en puissance des FAMAS, les fonds dégagés suite à une loi de finances rectificative,

doivent être mis à la disposition du ministère de la défense et de la sécurité ainsi qu'à l'indemnisation des populations victimes des actes Djihadistes.

Parallèlement, la diversification du partenariat doit être renforcé avec tous les amis du Mali et corollairement, mettre fin légalement au contrat colonial de la défense entre le Mali et la France. L'on se rappelle que l'ambassadeur de France auprès du système des nations unies a rappelé ce contrat pour justifier la violation de l'espace aérien malien par des vecteurs aériens français. Monsieur le président, résolvez définitivement cette question pour rendre irréversible la dénonciation de ce contrat.

6. Enfin, monsieur le président, mettez le dynamisme ministre des affaires étrangères sur les relations de voisinage avec le Burkina Faso, la Guinée et l'Algérie. Les discussions sur l'application de l'accord d'Alger doivent continuer à mériter toute l'attention requise. Pour cela, aucun intérêt particulier à garder la MINUSMA. L'effervescence actuelle de cette organisation et le système des nations unies pour conduire des actions de saupoudrage ne trompe pas ! Monsieur le Commandant en Chef des forces armées du Mali, ne tombez pas dans la politique. Vous ne connaissez pas ce domaine, laissez-la aux autres.

Seydou Traoré, ancien ministre Mali.

Affaire Joliba Tv News :

Le plaidoyer de Yeah Samaké

Au Mali, l'affaire Joliba Tv News continue de faire parler d'elle. Récemment encore, le diplomate Yeah Samaké s'est prononcé sur le sujet. Au-delà de la condamnation de la dure sanction, infligée par la HAC, le président d'honneur du Parti pour l'action civique et patriotique (PACP) a sollicité de l'autorité de régulation des médias, de revenir sur sa décision, en donnant satisfaction aux recours gracieux introduit par la direction de la télé...

La Haute Autorité de la Communication a infligé de lourdes sanctions à la chaîne d'information Joliba Tv News. Son autorisation d'établissement a été suspendue pour deux mois. Cette décision suscite des débats au Mali comme à l'extérieur du pays. Hommes de médias, défenseurs des droits de l'homme, hommes politiques... chacun donne son avis sur la question.

En règle générale, les intervenants fustigent la « violation » de la liberté d'expression, notamment la liberté de la presse. D'autres dénoncent non seulement la lourdeur de la sanction et la menace contre la liberté de presse, mais s'inquiètent également des conséquences de ces sanctions, aussi bien sur les travailleurs de la télé que les téléspectateurs privés de leur droit à l'information. C'est le cas de Yeah Samaké.

La position de Yeah Samaké

Homme politique, puisqu'il est le président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP) ; diplomate pour avoir été ambassadeur du Mali en Inde ; et humanitaire pour avoir, à travers son organisation Empower Mali, octroyé plusieurs dizaines de bourses aux

étudiants maliens, pour avoir construit des dizaines d'écoles à travers le pays... Yeah Samaké sait l'importance de la liberté de la presse. Il y tient beaucoup. Ceci, par ailleurs, explique sa position dans le différend qui oppose la HAC à Joliba Tv News.

En effet, dans un texte diffusé sur les réseaux sociaux, Yeah Samaké a déploré la sanction contre Joliba Tv News. « **Je suis avec le plus grand intérêt l'affaire qui oppose la Haute Autorité de la Communication (HAC) et Joliba TV News et regrette la tournure qu'elle a prise aboutissant à la décision N° 2022-086/P-HAC du 2 novembre 2022 de la Haute Autorité de la Communication qui suspend pour une période de deux (02) mois l'autorisation d'établissement, d'exploitation et de diffusion accordée à Joliba TV News** », a écrit l'ancien maire de Ouélessébougou. Aussi, a-t-il rappelé que « **la liberté de presse durement arrachée ne peut faire l'objet d'aucune atteinte sans réaction des démocrates. Aussi, faut-il rappeler que je dis oui à une sanction mais pas à une destruction** ».

La sanction de la HAC n'impacte pas que la direction de Joliba Tv News. Elle touche tout le monde. C'est la lecture de Yeah Samaké qui a



indiqué que « **deux mois d'interruption de la production auront des graves conséquences aussi bien sur le personnel de la télévision, sur Joliba TV elle-même que sur ses téléspectateurs et ses abonnés en ligne** ».

Le plaidoyer de Yeah Samaké auprès de la HAC

Le président d'honneur du PACP ne s'est pas limité à déplorer la lourdeur de la sanction. Tel un avocat au tribunal, Yeah Samaké a plaidé auprès de la HAC la levée des sanctions contre Joliba Tv News, en donnant un avis favorable au recours gracieux introduit par la direction de ladite télé. « **Au regard de tout ce qui précède, je demande à la HAC de mettre à profit le recours gracieux que Joliba TV NEWS a introduit pour rétablir le fonctionnement des programmes de la télévision pour le bonheur de tous** », a-t-il écrit dans sa déclaration dans laquelle il ajoute que « **la liberté de la Presse doit sortir renforcée et grandie de cette épreuve** ».

Anguimé Ansama





Vulgarisation du Cadre Stratégique de la Refondation de l'État : Le ministre M. Ibrahim Ikassa Maïga dans la région de Gao

Le Ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, M. Ibrahim Ikassa Maïga a présenté le contenu du document portant Cadre Stratégique de la Refondation de l'État et ses plans d'actions aux forces vives de la région de Gao. C'était le samedi 12 novembre 2022 à la Salle de conférence du Gouvernorat de Gao.

Dans le cadre de la vulgarisation du cadre stratégique de la refondation de l'Etat et ses plans d'actions, le département de la refondation de l'État, a déployé des équipes sur l'ensemble du territoire national pour mieux expliquer et échanger sur le contenu du cadre stratégique en vue d'une meilleure appropriation par les populations. Après la région de Kayes et de Bougouni, c'était au tour de la région de Gao d'accueillir les émissaires du gouvernement. Cette rencontre d'échanges et d'appropriation du Cadre Stratégique, a suscité un engouement exceptionnel, à travers une très grande mobilisation d'une Population résolument acquise au Changement ; et en phase avec ses autorités sur la vision de la Refondation.

Depuis la rectification de la Transition intervenue en mai 2021, les autorités de Transition ont entrepris de créer les conditions d'un véritable changement de paradigme au Mali, et de faire de la Refondation le crédo pour traiter

de façon définitive les causes à l'origine de la crise multidimensionnelle.

Pour ce faire, le Plan d'Action du Gouvernement adopté en août 2021, a mis en priorité les questions de sécurité, de réformes globales de l'État, d'élections générales et de promotion de la bonne gouvernance.



C'est au titre des réformes globales que se sont tenues les Assises Nationales de la Refondation, du 11 au 30 décembre 2021, dans une approche inclusive, en vue de redonner la parole au Peuple pour fixer le cap d'un nouveau système.

Les Assises ont permis d'établir un diagnostic sans complaisance de l'état de la Nation, et de proposer des solutions globales, à travers 517 recommandations à la mise en œuvre desquelles le Gouvernement s'est engagé, de façon méthodique, efficiente et sans dénâturation de la volonté des Forces vives.

Dans ce contexte, un avant-projet de document de cadre stratégique de la Refondation de l'Etat (CSRE 2022-2031) a été élaboré par le ministère de la Refondation de l'Etat, sur la base d'une approche participative et inclusive, avant son adoption par le Conseil des ministres suivant le Décret n°2022-0453/PT-RM du 10 août 2022.

L'objectif général du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat est d'assurer un véritable processus de Refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

Après plusieurs heures d'échanges, les représentants des différentes corporations de la région, se sont dits comblés par la qualité et le contenu d'un document qui reflète leurs aspirations telles qu'exprimées lors des Assises Nationales de la Refondation.

Le ministre de la Refondation de l'Etat Ibrahim Ikassa Maïga a remercié les forces vives de la cité des Askia, pour leur mobilisation qui dénote tout l'intérêt qu'accordent les Maliens à ce document et à la réussite de la Transition en cours.

■ Maffenin Diarra

Marche de la Transition : Attention aux « dérives » !

Le Mali Kura tant prôné tournerait-il au fiasco ? La question se pose, et des signaux sont là pour mettre en mal l'optimisme de départ. De la première phase de la Transition à celle de la rectification, on semble en effet s'éloigner de jour en jour des objectifs pour lesquels les forces du changement ont chassé le régime du président feu Ibrahim Boubacar Kéita. Plus de deux ans après, nul ne connaît la vraie destination du bateau-Mali. En effet, entre scandales de corruption et volonté délibérée de s'enrichir, c'est désormais la grande désillusion pour le peuple malien qui continue à trimer pendant que ceux et celles supposés donner sens et contenus à leur vœu d'un Mali nouveau trinquent ! Pendant que le Premier ministre de la rectification est à la touche, la Présidence et le Conseil National de Transition prennent du muscle, avec respectivement 22 milliards et 12 milliards, sans qu'aucun argument convaincant ne soit avancé !

En effet, quels besoins nouveaux pourraient justifier l'augmentation du budget de la Présidence où on surfe déjà sur l'argent public auquel on dit avoir renoncé, sans vraiment y renoncer ? Le président de la Transition a-t-il vraiment renoncé aux 2/3 de son fonds de souveraineté devant aller dans l'amélioration des services sociaux de base, quand une nouvelle structure rattachée à la Présidence se substitue aux canaux institutionnels traditionnels dédiés à cela et pose des actions au nom du Président ?

Comment justifier donc une augmentation du budget de la Présidence en l'absence, en tout cas de façon officielle, de nouveaux besoins pouvant légitimer une telle augmentation ? Quid donc du Conseil National de Transition où on tente de justifier par seulement un nouveau besoin relatif à la prise en charge de 26 nouveaux membres une augmentation du budget de l'institution de 60% par aux anciens besoins ? En effet, si 8 milliards ont suffi pour prendre

jusque-là les charges des 121 anciens membres de l'institution, rien ne justifie une augmentation de plus de 4 milliards à cause de l'arrivée de seulement 26 nouveaux membres ! Certains membres de l'institution soutiennent qu'il s'agit juste du dégel de fonds initialement bloqués en raison des difficultés financières liées à l'embargo qui a frappé le Mali. Fort bien ! Il faut alors dégeler pour toutes les institutions mais d'abord et surtout payer la dette intérieure.

Tout cela arrive à un moment où le peuple est pris à tenaille entre vie chère et l'absence de toute perspective d'avenir. En effet, s'il y a un point sur lequel tout le monde est unanime, c'est que les maliens sont de plus en plus pris dans des convulsions d'une multitude de crises, le tout corsé par une vie chère indescriptible combinée à la rareté de l'argent. Et c'est précisément en ce moment où tout le monde, disons presque, tire le diable par la queue, que les autorités de la Transition veulent rendre obligatoire le port du casque pour les motocyclistes.

Et sans préjuger de la justesse d'une telle mesure, nous estimons que le moment est très mal choisi pour ce faire, surtout que pour beaucoup de nos compatriotes, la priorité des priorités serait plutôt l'organisation des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel. En français facile, on dira alors qu'il y a une divergence de vues quant aux priorités du moment, selon que l'on soit du côté des princes du jour ou des maliens lambdas, ceux pour lesquels l'extrême priorité reste de manger à leur faim !

Nous nous demandons en effet sur la justesse de cette mesure, car seul le ciel pourra prédire ce à quoi tout cela peut déboucher dans un pays où la quasi-totalité des fonctionnaires roule en moto pour se rendre au travail, et où plus de 70% des citoyens sont des débrouillards se mouvant par le même moyen de locomotion ! Beaucoup de nos compatriotes se montrent sceptiques à la seule perspective de l'application de ladite mesure qu'ils trouvent, non pas mauvaise, mais inopportune dans le contexte actuel de crise et face aux urgences du moment, se résumant pour l'essentiel à « comment gagner son pain quotidien ».

A-t-on vraiment conscience de la misère des Maliens ? La question se pose !

Yama Diallo



Projection du film "Taane" : La Cohabitation pacifique entre maliens en exergue

La Cohabitation pacifique entre les religions, les croyances, les différentes classes sociales et les communautés amies issues des traditions et coutumes de notre pays ! C'est en substance ce qu'on peut retenir du film "Taane" du réalisateur Alioune Ifra Ndiaye projeté au CICB, le samedi 12 Novembre 2022. Ce film, véritable chef d'œuvre, invite les maliens à prendre conscience et tirer avantage de leur diversité culturelle.

Le film "Taane" d'Alioune Ifra Ndiaye - dont l'avant-première de la version finale - a été offerte par Orange Mali aux cinéphiles maliens, est un appel à l'acceptation de l'autre, à la tolérance, à la bienveillance et au travail ; mais surtout à l'engagement et la détermination féminine face aux grands défis.

Le promoteur du BlonBa Complexe Culturel, n'a pas dérogé à cette toile de fond. Il est resté collé à la tradition. Le Djaliyaa est magnifiquement honoré dans "Taane" ainsi que les valeurs interreligieuses qui font le charme du vivre ensemble au Maliba.

"Taane", retrace la bravoure d'une mère déterminée, femme engagée, fille modèle, femme entreprenante ; "Taane" est avant tout un hymne à la femme face aux pesanteurs sociaux.

« Je passe par l'histoire fantasque d'une femme pour dire le récit d'un Mali nouveau qui pourrait être un Mali avec des citoyens engagés, très travailleurs qui ont conscience de leurs responsabilités. Il y a une opportunité extraordinaire qui s'offre à nous, pays sous développé, de nous réinventer tout de suite. On rentre dans une nouvelle transition qui est numérique », a expliqué Alioune Ifra Ndiaye.

Selon le réalisateur, le film parle de « l'histoire de cette dame - qui habite dans cette petite ville et - qui était commerçante dans un marché, qui a marqué sa vie et pris sa retraite. C'est aussi un appel à tous les maliens à l'organisation, à l'engagement, à la tolérance ».

Ce film, réalisé par des maliens et financé par les entreprises maliennes dont Orange Mali, s'exporter partout en Afrique, pour s'ouvrir au monde de par les thèmes importants abordés.

Selon l'ancien président du Conseil national de la jeunesse (CNJ), Souleymane Satigui Sidibé, c'est une fierté de constater que ce film a été réalisé par des maliens. « Je suis très surpris de voir cette production 100% malienne qui est aussi soutenue par les entreprises maliennes », dit-il. Pour lui, c'est un film qui donne beaucoup de conseils et rappelle surtout à notre génération l'importance de la coexistence pacifique entre les religions, les communautés et les générations. « Nous avons assisté à un film qui parle de la question intergénérationnelle, qui parle de la collaboration interreligieuse, qui parle aussi des traditions et coutumes de notre pays. Je pense que nous avons appris beaucoup de leçons, nous avons beaucoup de divertissements, qui servent aussi de leçon et nous ne pouvons que féliciter les organisateurs particulièrement le grand frère Alioune Ifra Ndiaye », a-t-il indiqué avant de demander à l'ensemble des partenaires et des autorités maliennes à valoriser plus la culture malienne à travers cette action tradi-moderne qui fait la fierté du Mali. Présent également à cette projection, le président du conseil d'administration du fond d'aide malien, Cheick Oumar Diallo, n'a pas manqué de reconnaître que ce film magnifie la culture malienne.

« C'est un formidable film qui vient magnifier la culture malienne et qui montre comment la modernité et la tradition peuvent ensemble réussir à coexister en ce XXIe siècle dans lequel on a l'impression que tout est difficile. Une touche d'humour, une touche de joie et d'espoir, c'est ce qu'on a vu aujourd'hui avec ce film Taane ».

Pour lui, la qualité de ce film prouve qu'il faut



continuer à encourager le monde de la culture et du cinéma ; et tout simplement l'art au Mali. Aussi, faut-il rappeler qu'il y a une semaine, des milliers de personnes ont participé à Bamako à une manifestation de protestation après la diffusion d'une vidéo contenant des « propos et actes blasphématoires » contre le Coran et l'islam. La manifestation, à l'initiative du Haut conseil islamique du Mali (HCM), la principale organisation islamique du pays, s'est déroulée sur le Boulevard de l'indépendance. Pour de nombreux maliens, « Ce qui s'est passé est impardonnable. Il faut que l'auteur des propos blasphématoires soit arrêté et jugé ». « Nous voulons le dialogue interreligieux. Que chacun respecte la religion de l'autre », avait déclaré une enseignante d'école coranique, Haby Diallo, âgée d'une quarantaine d'années. Le film "Taane" est une thérapie pour soigner ce genre de maux sociaux. Espérons d'autres initiatives du genre. Le Mali en a besoin...

■ Binadjian Doumbia

Pour importer du poisson en 2021 : Le Cameroun a dépensé 134 milliards de FCFA

Le volume des importations de poissons surgelés est ressorti à 190 millions de tonnes tout au long de l'année.

Le Cameroun importe chaque année plusieurs tonnes de poissons surgelés pour satisfaire sa consommation locale estimée à 500 000 tonnes par an contre une production nationale évaluée à 340 000 tonnes. Les récentes données en la matière, fournies par la Chambre de commerce, d'industrie des mines et de l'artisanat du Cameroun (Ccima) dans sa note de conjoncture économique font état de ce qu'au terme de l'année 2021, ce sont 189,5 millions de tonnes de poissons importées par le pays, pour une enveloppe évaluée à 134,1 milliards. D'après les chiffres de la Ccima, au premier semestre, les importations étaient de l'ordre de 96,9 millions de tonnes correspondant à 63,6 milliards. Pour le second semestre, le volume de poissons achetés à l'étranger était de 92,6 millions de tonnes pour un cachet de l'ordre de 70,5 mil-

liards.

Pour inverser la dépendance aux importations qui creusent la balance commerciale et par ricochet la sortie des devises, le gouvernement envisage de porter la production de l'aquaculture à 100 000 tonnes d'ici 2030. Il a récemment retenu 117 dossiers d'investisseurs dans ce secteur, pour mettre en œuvre sa stratégie de réduction de la dépendance du Cameroun vis-à-vis des importations et favoriser l'accroissement de la productivité et de la compétitivité de la chaîne de valeur aquacole à travers la promotion de l'accès aux sites de production à l'investissement privé. Objectif : porter la production de l'aquaculture de 32 000 à 50 000 tonnes en 2025 et de 70 000 à 100 000 tonnes en 2030.

Pour y parvenir, l'Etat a aménagé des incitations fiscal-douanières. Ces mesures visent

à encourager les investisseurs à faire des aménagements appropriés sur les zones à fort potentiel aquacole.

A la lumière de l'article 122 du Code général des impôts 2022, les entreprises ayant pour activités l'agriculture, l'élevage et la pêche, bénéficient de divers avantages fiscaux dont la dispense des charges fiscales et patronales sur les salaires versés aux ouvriers saisonniers par les exploitants individuels ; l'exonération des droits d'enregistrement des mutations de terrains affectés à la pêche ; l'exonération des droits d'enregistrement des conventions de prêts destinées au financement des activités de la pêche ; l'exonération de la taxe foncière des propriétés appartenant aux entreprises de pêche et affectés à ces activités, à l'exclusion des constructions à usage de bureau ; l'exonération de la TVA sur l'achat des intrants, des équipements et matériels de la pêche, notamment les géniteurs adultes, larves et alevins de Tilapia, les géniteurs adultes, larves et alevins de Clarias, les géniteurs adultes, larves et alevins de Carpes, les géniteurs d'autres espèces de poisson exotiques ou endogènes pour élevage, les larves et alevins des géniteurs, etc.

Source : écomatin.net



Banque mondiale : Young Professionals, le Graal du développement international

Inaugurée en 2013, cette filière d'excellence du Groupe Banque mondiale forme les futurs cadres de l'institution. Elle compte un quart d'Africains dans ses rangs.

Jeunes admis au Young Professionals Programme de la Banque mondiale. © Banque mondiale

Seulement 44 admis sur 7 216 candidats. Pour intégrer la promotion 2022 du Young Professionals Programme – un programme intensif du Groupe Banque mondiale, composé de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (IFI) et de la compétition a été rude.

Douze des heureux élus sont détenteurs de la nationalité d'au moins un pays du continent – dix États d'Afrique sont représentés, précise l'institution. Ils suivront une formation de deux ans à Washington DC : le début d'un contrat de travail à temps complet d'une durée de cinq ans (renouvelable).

Long processus

Une aubaine, alors qu'au sein du Groupe les contrats de consultant n'excèdent pas 150 jours par an. Mais si ce programme est considéré comme le Graal par tout jeune désireux de faire carrière dans le domaine du développement et des marchés émergents, son processus de recrutement est particulièrement sévère.

« Pour être admis dans le Groupe, il faut avoir un bon réseau, une expérience solide et savoir se vendre : c'est un recrutement somme tout assez classique. Pour faire partie des Young Professionals, le processus est encore plus formaliste et encadré. Et il s'étale sur plusieurs mois », explique Djénéba Gory, consultante sénior en matière d'égalité dans l'éducation et d'égalité des sexes à la Banque mondiale.

Pour y être éligibles, les candidats doivent remplir plusieurs critères : être âgé de moins de 32 ans, être titulaire d'un master ou d'un doctorat, maîtriser parfaitement l'anglais, justifier d'une expérience professionnelle significative et posséder une fine connaissance des tendances sectorielles.



Sur-mesure

Ils doivent, ensuite, présenter leur curriculum vitae, rédiger un court essai, faire un bref résumé de leur thèse et bénéficier de recommandations académiques. Suivent plusieurs oraux, une évaluation comportementale et l'entretien final. « La partie la plus difficile a été l'entretien : interagir avec un panel d'experts de la Banque mondiale, tous très compétents dans leur domaine, et démontrer comment vous pourrez apporter une valeur ajoutée au travail de la Banque n'est pas chose aisée », confie Momo Bertrand, un Camerounais qui a intégré le programme en 2022.

« La première chose que j'ai remarquée, à la Banque mondiale, c'est la diversité. Entre le hall d'entrée et mon bureau, j'ai entendu parler plusieurs langues et vu des personnes de toutes origines », raconte le jeune homme. Pour l'heure, après des séances d'orientation à grand renfort d'« exposés inspirants présentés par des hauts dirigeants de la Banque, d'anciens Young Professionals et des formateurs chevronnés », Momo Bertrand travaille avec l'équipe chargée des programmes Éducation pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale.

« Les Young Professionals bénéficient d'une formation sur-mesure, qui leur permet d'explorer différents domaines afin de développer

au maximum leurs capacités. Les consultants classiques, en revanche, doivent faire leur démarche d'orientation par eux-mêmes », explique Djénéba Gory.

Postes à responsabilités

Au terme du parcours – qui les aura amenés à analyser le contexte macroéconomique et macro-fiscal dans le cadre des opérations de financement de la Banque, à faire des modélisations et des prévisions, à conseiller les clients, ou encore à œuvrer à la coordination des activités et au renforcement des capacités –, les jeunes consultants auront un CV bien rempli, qui doit mener une partie d'entre eux à occuper les postes à responsabilités au sein de la Banque. « Ils ont été sélectionnés spécifiquement pour cela », assure la consultante. En attendant, Yasmine Osman, qui a été admise au programme en 2021, mesure sa chance d'avoir pu de se joindre à plusieurs missions, en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Togo, et se félicite de « l'impact » de son travail. De son côté, Momo Bertrand compte bien « évoluer au sein de l'organisation, et contribuer à assurer la prospérité [des populations], notamment celle. »

Source : JA

Mondial 2022 : Les Lions de la Terranga sont arrivés au Qatar

Les joueurs arrivent au compte-gouttes pour la Coupe du Monde au Qatar. Ce lundi, c'est au tour des Lions de la Terranga. À noter cependant, l'absence de la star de l'équipe, Sadio Mané.

Malgré sa blessure, il figure sur la liste des 26 joueurs retenus vendredi par le sélectionneur Aliou Cissé pour ce Mondial.

Meilleur buteur de l'histoire de la sélection avec 33 buts en 92 matches, Sadio Mané, 30

ans, dispose toutefois de quelques jours de repos, puisque le Sénégal entre en lice le 21 novembre, contre les Pays-Bas, et affrontera ensuite le Qatar le 25 et l'Équateur le 29.

Les camps de base des 32 pays qui participeront au Mondial et leurs terrains d'entraîne-

ment pendant le tournoi ont déjà été choisis. Pour le Sénégal, ce sera le quartier de Duhail, situé à 17 km à l'ouest du centre-ville.

Ce dimanche 20 novembre débute cette première coupe du Monde de football dans le monde arabe, la première aussi à susciter autant de critiques, sur l'environnement ou les droits humains.

Organisé à l'automne - une autre première - pour éviter les chaleurs insupportables de cette région désertique, la compétition s'ouvrira par le match Qatar-Équateur.

Source : fr.africanews.com





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une activité récente peut vous demander de prendre un risque. Récemment, vous avez donné beaucoup de votre personne et la fatigue s'est accumulée avec l'ingratitude. Songer à changer de poste vous préoccupe de plus en plus, mais des étapes sont nécessaires.

Il règne un risque de dépenses liées à des frais divers et vous ne pouvez résister aussi aux nombreuses sorties qui tombent sans crier gare. Si des dépenses se présentent, essayez d'échelonner vos règlements pour garder l'équilibre dans votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous exercez un certain magnétisme sur vos proches collaborateurs. Votre projet est encensé par votre auditoire. Vous défendez bec et ongles vos objectifs. On vous remarque, une nouvelle offre arrive à point nommé. Vos sacrifices paient enfin.

C'est assez positif pour vos finances, vos comptes ne sont pas en si mauvaise forme que vous auriez pu le croire. Vous consultez vos comptes et vous trouvez qu'ils se portent plutôt bien, ce qui vous met de bonne humeur pour le reste de la journée.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un nouveau poste peut se présenter et vous demander d'acquiescer des techniques nouvelles. Vous abordez la situation avec sérénité, mais pourtant vous craignez l'échec. Des doutes alternent avec la volonté d'avancer. Un de vos collègues peut vous épauler.

Votre relation à l'argent est en train de changer. Vous dépensez souvent dès qu'un article vous plaît, vous cédez. Les tentations sont grandes et y résister demande des efforts. Le climat est favorable à des frais pour des loisirs ou un voyage d'agrément.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous saurez vous faire respecter ! Vous démontrerez une confiance en vous inhabituelle qui surprendra vos interlocuteurs. Cela vous donnera un avantage, vous réussirez à faire passer vos idées sans trop de difficultés. Croyez en vous ! Le secteur de vos finances est très dynamisé ! Il ne reçoit pas moins de quatre planètes, autant dire qu'il y aura du mouvement sur vos comptes. L'argent rentre, mais il peut aussi sortir si vous ne faites pas plus attention à ce que vous achetez. Regardez les étiquettes, comparez les prix !



Lion (22 juillet - 23 août)

otre évolution professionnelle est en bonne voie. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler sous une personne donnant des directives. Vous appréciez de manoeuvrer dans vos tâches en prenant des initiatives. Vous recherchez un poste où vous pouvez créer.

Des coups de cœur peuvent survenir devant des boutiques. Les accessoires, les gadgets ou vêtements peuvent faire partie des dépenses très inattendues. La prudence est à conseiller pour préserver de la trésorerie et si vous sortez, fixez-vous un budget limité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous éclatez dans votre emploi. Bonne nouvelle cela se ressent ! On mise sur vous. Une bonne étoile veille sur vous. Vous êtes comme un aimant, vous attirez les bonnes opportunités. Profitez-en pour vous attaquer à des projets beaucoup plus ambitieux.

Les questions financières sont au centre des discussions familiales aujourd'hui. Vous ne pourrez pas éviter les risques de friction, mais très vite vous saurez comment faire pour calmer les esprits. Un retour au calme est rapidement prévu.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Surchargé ! Du moins, si vous êtes à votre poste. Le travail s'accumule et les conditions pour le réaliser ne sont pas des plus faciles ni des plus sereines. Vous ne vous ôtez pas de la tête que l'on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues...

De l'argent, vous en avez. Cependant, vous avez également toujours quelque chose à acheter, à payer, à rembourser, bref, Jupiter est bien sympathique, mais il exagère vos sorties d'argent tout autant qu'il vous en donne !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La confiance en vous ouvre des portes. Des relations entre collaborateurs sont profitables à votre avancement, car l'un d'eux peut vous épauler et s'avérer un piston pour gagner un poste intéressant. Une chance inattendue peut se présenter dans votre parcours.

Ne jetez pas votre salaire par la fenêtre dans des frais peu urgents. Avec Jupiter en Sagittaire, vous devez faire attention à votre générosité qui concourt à des dépenses. La gourmandise, de bons repas ou de la nourriture haut de gamme peuvent vous attirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous manquez de motivation dans la réalisation de vos objectifs et de vos projets. Il est impossible pour vous de prendre une quelconque décision, vous confiez certaines tâches à l'un de vos collègues. Vous avez un grand besoin de vacances.

Aucune dépense superflue ne vient contrarier l'équilibre financier. Vous avez su anticiper, c'est comme si vous aviez déjà tout planifié d'avance. En cherchant bien, vous devriez même trouver quelques petites économies cachées dans un tiroir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les échanges avec vos collègues peuvent faire apparaître une pointe de rivalité professionnelle qu'il faut combattre dès à présent. Des moments d'entente avec un collègue peuvent vous aider à finaliser plus vite une tâche qui mobilisait beaucoup d'énergie.

Les dépenses sont inévitables et s'adressent à des sorties d'argent inattendues. Des invitations lancées par des amis entraînent ces frais qui s'associent à des charges liées au quotidien. Des concessions continuent d'être demandées pour garder l'équilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Changement, nouveaux projets, les choses bougent. De plus, le climat se veut rassurant, sympathique. Les rapports avec vos collègues sont encourageants, solidaires. Votre capital sympathie génère des intérêts !

Ne cédez pas aux achats impulsifs et si vous devez effectuer un achat important, vérifiez que vos comptes pourront supporter cette dépense. Ne vous engagez pas à l'aveugle, c'est le meilleur moyen pour créer des ennuis bancaires !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 cm n°2022-24/599</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Niamey</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume : Le Sommet de la CEDEAO a été couronné par la victoire du Mali</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Le Mali s'assume : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : l'ancien médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23